

# CONNAISSANCE<sup>31</sup> DE L'EMPLOI

LE 4 PAGES DU **CENTRE D'ÉTUDES DE L'EMPLOI**, N°31, JUIN 2006

*Les chances de sortir du chômage ne sont pas identiques partout en France. Elles peuvent même être très différentes d'une commune à l'autre. Cette inégalité est mise en évidence par le modèle de simulation « Solstice » qui analyse au niveau des communes françaises la trajectoire de retour à l'emploi des chômeurs inscrits à l'ANPE entre 2002 et 2004. Ainsi, dans les 10 % de communes les plus favorables au retour à l'emploi, on constate que près de la moitié des chômeurs a une chance de sortir du chômage au bout d'un an. A contrario, dans les 10 % de communes les plus défavorables, moins d'un quart des demandeurs d'emploi a cette chance. Les probabilités de sortir du chômage varient donc du simple au double selon la commune de résidence. Pour autant, de vastes zones du territoire présentent des taux de retour à l'emploi très proches et forment des « massifs » relativement homogènes. L'existence de ces massifs montre que, si les effets purement locaux sont le plus souvent déterminants, le contexte général du marché du travail joue également un rôle important.*

## Retour à l'emploi : une question locale ?

**EMMANUEL DUGUET, ANTOINE GOUJARD,  
YANNICK L'HORTY**

*Université d'Évry-Val d'Essonne, EPEE et CEE*

L'effet du local est trop souvent absent des analyses de l'emploi et du chômage, alors que les dispositifs publics d'aide au retour à l'emploi sont de plus en plus décentralisés et territorialisés. Pour étudier les disparités spatiales du retour à l'emploi en France, au niveau géographique le plus fin, celui de la commune ou du code postal, nous avons construit un système d'observation géo-localisée, baptisé « Solstice » (cf. encadré). Ce modèle économétrique permet d'analyser les disparités brutes entre communes, telles qu'elles ressortent de statistiques non retravaillées et les disparités nettes, toutes choses égales par ailleurs, et en particulier à composition de la main-d'œuvre identique.

**D**e fortes disparités  
entre les communes...

Les chances de sortir du chômage sont très variables d'une commune à l'autre. En moyenne, sur tout le territoire mé-

tropolitain, 35,2 % des personnes au chômage entre 2002 et 2004 retrouvent un emploi durant les douze premiers mois de leur inscription à l'ANPE. Pour le quart des communes le plus favorable au retour à l'emploi, plus de 40 % des chômeurs sont sortis au bout d'un an et, pour le quart le plus défavorable, seulement 28,5 % sont dans ce cas. Dans le dixième des localités le plus favorable, 47 % des chômeurs ont retrouvé un emploi la première année ; le pourcentage est deux fois plus faible (24,4 %) dans le dixième des localités le moins favorable au retour à l'emploi. Ces différences sont importantes et se traduisent par des écarts très sensibles dans la durée du chômage. Pour avoir une chance sur deux de sortir du chômage, il faut plus de trente mois dans le quart des localités les plus défavorables au retour à l'emploi et moins de dix-huit mois dans le quart des localités les plus favorables.

Il est fréquent d'observer des communes avec de très faibles taux de sortie du chômage situées à proximité de communes ayant des taux élevés. Des dizaines d'exemples peuvent être donnés dans n'importe quelle région de France. On constate cependant de larges zones du territoire où les diversités locales sont faibles. Si l'on analyse la carte de France des chances de sortir du chômage, on recense de nombreux « massifs » à l'intérieur desquels un grand nombre de communes contiguës présente des chances très proches, uniformément faibles ou élevées.

### ... mais de vastes zones relativement homogènes

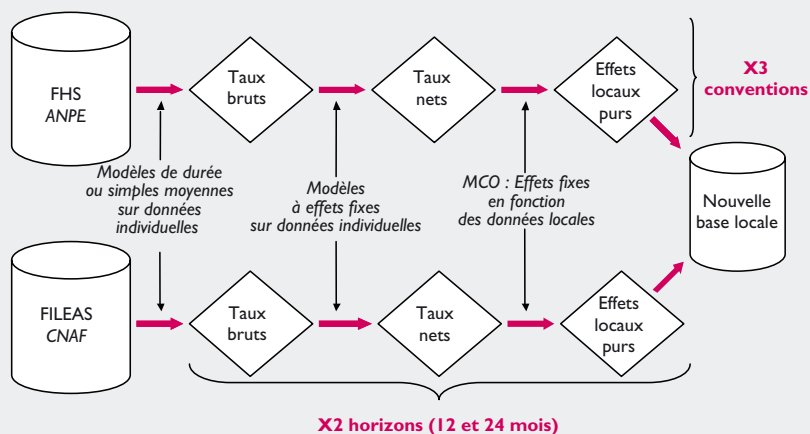
Puisque les chances de sortir du chômage sont plus faibles pour les demandeurs d'emploi âgés, les femmes et les non diplômés, la composition des communes par âge, par sexe ou par qualification n'est pas sans influence. Il suffit qu'un ensemble de localités présente une certaine homogénéité sur l'un de ces critères pour favoriser l'apparition d'un « massif ». Pour contrôler ces effets de composition, nous évaluons des taux nets en suppo-

« Solstice » est un Système d'observation localisée et de simulation des trajectoires d'insertion, de chômage et d'emploi. Il analyse simultanément les trajectoires de retour à l'emploi de deux populations, les chômeurs inscrits à l'ANPE et les bénéficiaires du RMI. Il évalue les taux bruts (observés) et les taux nets (standardisés) du retour à l'emploi. Les taux bruts sont ceux que l'on constate effectivement dans chacune des communes de France. Les taux nets sont obtenus en raisonnant toutes choses égales par ailleurs, en faisant comme si la structure de la population des chômeurs ou des bénéficiaires du RMI de chaque commune était identique à celle de la moyenne du territoire national. Les variables considérées pour le passage des taux bruts aux taux nets sont l'âge, le niveau d'études, la qualification, la nationalité, le sexe, la situation matrimoniale et le nombre d'enfants.

Ces taux sont estimés au niveau de chaque localité à partir de données individuelles issues de sources administratives exhaustives. La source statistique permettant d'analyser les sorties du RMI est le fichier Filéas de la Cnaf. Grâce à lui, nous avons pu reconstituer les parcours du stock d'allocataires du RMI présents au deuxième semestre 2001 et suivi jusque fin 2003. Pour analyser le retour à l'emploi des chômeurs, nous avons utilisé le fichier historique statistique (FHS) de l'ANPE qui permet de reconstituer les parcours de 3 937 587 chômeurs (catégories 1 à 3 et 6 à 8) inscrits durant l'année 2002 en suivant leur trajectoire jusqu'en septembre 2004 ; ce fichier offre également la possibilité de tester les effets de plusieurs dizaines de variables explicatives avec des modèles estimés à un niveau infra-départemental.

En estimant des modèles de durée et des modèles Logit multinomiaux, on reconstitue les taux de retour à l'emploi pour les deux populations dans chaque localité et pour différentes durées de séjour dans le chômage ou le RMI. Des regroupements de communes sont effectués lorsque le nombre de bénéficiaires du RMI et le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE est insuffisant pour estimer des effets fixes communaux. Après ces regroupements, on aboutit, pour les chômeurs inscrits à l'ANPE, à 11 914 unités géographiques, dont 9 085 communes et 2 819 codes postaux, englobant au total 34 101 communes (les unités géographiques vont de la petite commune rurale à la métropole régionale ou l'arrondissement parisien). Dans le cas du RMI, on regroupe en 5 081 unités géographiques, permettant de conserver 19 865 communes (69,6 % de l'ensemble) et 895 943 RMIstes (96,1 % de l'ensemble).

#### L'ARCHITECTURE DES SIMULATIONS DE SOLSTICE



Les premières estimations ont été réalisées à la demande du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (Cerc), en amont de son rapport n° 6, *Aider au retour à l'emploi*. Le détail des résultats est disponible sous la forme d'un rapport de recherche (Duguet, Goujard, L'Horty, 2005).

sant que, dans chaque localité, les chômeurs ont la composition socio-démographique de la moyenne nationale. Pour cela, on modélise les chances de sortie du chômage à l'aide de modèles de durée qui font dépendre ces chances des caractéristiques individuelles.

La carte des taux nets ainsi calculés présente de nombreux points de similitude avec celle des taux bruts. D'une part, même si elle est un peu réduite, la diversité locale des chances de sortir du chômage reste impressionnante et donne à la carte du retour à l'emploi un aspect parfois chaotique. D'autre part, on peut distinguer plusieurs zones géographiques offrant un profil uniformément favorable, ou défavorable, au retour à l'emploi (cf. carte).

Parmi les zones favorables à la sortie du chômage, plusieurs massifs peuvent être facilement repérés :

- Le plus vaste s'étend de l'est de Lyon jusqu'à la frontière suisse, au sud du lac de Genève (Thonon-les-Bains), et descend vers l'Italie jusqu'au nord de Nice, formant un triangle sur la moitié des régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Ce périmètre englobe cinq départements, dont la totalité de la Savoie, de la Haute-Savoie, des Hautes-Alpes, et une partie de l'Isère et de

l'Ain. Les départements frontaliers concentrent généralement de nombreuses opportunités d'emploi.

- Une autre grande zone favorable au retour à l'emploi est située au nord des Pays-de-la-Loire, sur la Mayenne et la Sarthe, en débordant au nord sur la Basse-Normandie et à l'ouest sur l'Ille-et-Vilaine jusqu'à la banlieue est de Rennes.

- Une troisième zone occupe un périmètre plus restreint mais se distingue par une densité plus forte. Elle est située sur la façade atlantique, au sud d'une ligne allant de Nantes à Cholet jusqu'à la Roche-sur-Yon, entre Loire-Atlantique et Vendée.

- D'autres massifs de plus faible importance pourraient être mis en évidence, notamment dans le Massif central, en Picardie, du sud d'Arras à Montdidier en passant par l'est d'Amiens, ou en Alsace, entre Strasbourg et Mulhouse, ou encore en Corse.

À l'inverse, on peut dénombrer plusieurs zones affichant des scores de retour à l'emploi uniformément faibles.

- Au nord, toute la frontière belge, de Calais à Charleville-Mézières, présente des taux de sortie de l'ANPE uniformément faibles. C'est la seule frontière qui paraît jouer défavorablement sur les chances de retrouver un emploi.

- L'agglomération parisienne révèle des scores bruts de retour à l'emploi uniformément faibles.

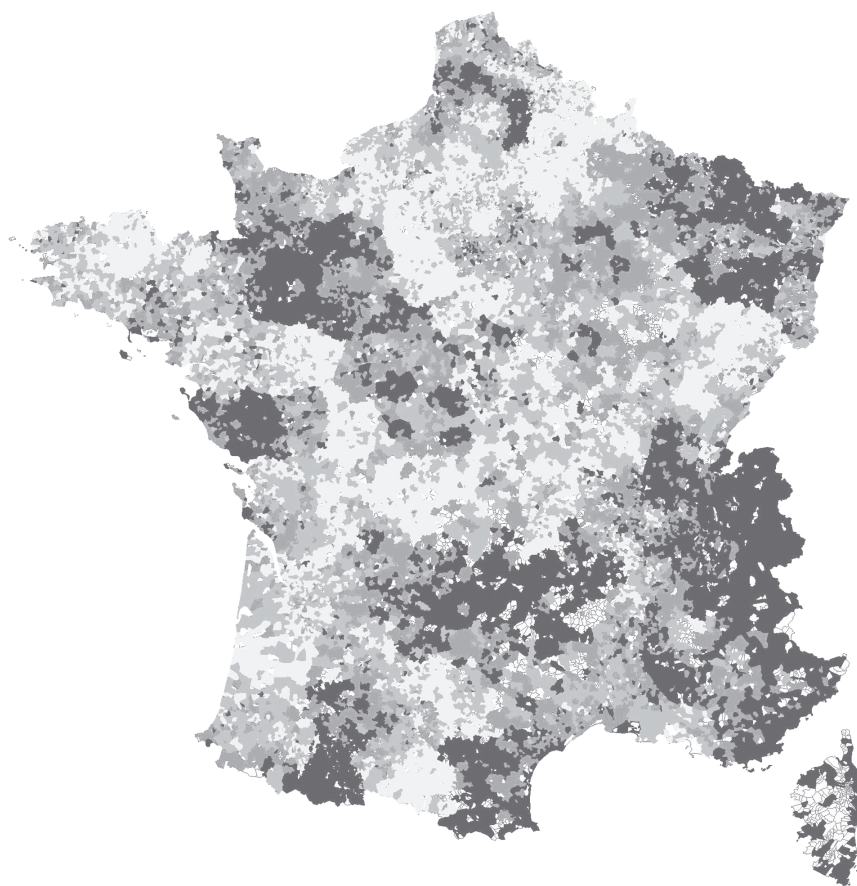
- À l'ouest de Paris, en remontant vers la Manche, la vallée de la Seine présente une grande uniformité de faibles taux de sortie du chômage.

- Autour de Caen, une grande partie du Calvados se signale par des taux de sortie de l'ANPE très faibles.

- Au sud, la façade méditerranéenne, de Narbonne à Marseille, se caractérise par des taux de sortie du chômage faibles.

- À l'ouest, au sud de Bordeaux, la façade atlantique d'une partie du golfe de Gascogne apparaît également faiblement propice au retour à l'emploi.

## TAUX NETS DE SORTIE DE L'ANPE À 12 MOIS



■ [ 36.6 ; 93.3 ]    ■ [ 28.7 ; 36.6 ]    ■ [ 22.4 ; 28.7 ]    ■ [ 3.8 ; 22.4 ]

**Lecture :** Les communes ont été regroupées en près de 12 000 unités géographiques pour lesquelles nous avons évalué les chances de retrouver un emploi dans les douze premiers mois d'inscription à

l'ANPE. Le taux de retour à l'emploi est calculé ici en neutralisant les différences locales selon l'âge, le sexe ou la qualification de la main-d'œuvre. Les localités ont été ensuite regroupées en quatre quarti-

les : dans le quart des localités les moins favorables au retour à l'emploi, moins de 22,4 % des chômeurs retrouvent un emploi au bout d'une année d'inscription à l'ANPE (la médiane est de 28,7 %).

## Le local seul est-il déterminant ?

Si cela ne vient pas de la composition de la main-d'œuvre, comment expliquer que de larges zones géographiques englobant parfois plusieurs départements et plusieurs régions présentent des taux de retour à l'emploi uniformément bas ou élevés ? Pour répondre à ce type de question, il faut introduire le dynamisme des créations d'emplois. On évalue des taux « nets de nets » du retour à l'emploi, en prenant en compte les variables locales et supra-locales représentatives des conditions de la demande de travail et des caractéristiques observables des localités. Ces variables proviennent du recensement général de la population de 1999 (population de la commune, densité, taux de résidences secondaires) et d'autres sources permettant d'estimer le dynamisme local du marché de l'emploi (créations d'entreprises, recours à l'intérim, poids de l'emploi public...). Le contexte général du marché du travail est pris en compte également en introduisant des indicatrices pour chacune des zones d'emploi. Les résidus de ces régressions mesurent un « effet pur » du local en contrôlant à la fois par les caractéristiques de l'offre de travail et celles de la demande de travail qui interviennent à un niveau supra-communal, typiquement celui de la zone d'emploi. Or la carte de France des taux « nets de nets » ne fait plus apparaître d'effets de massifs. C'est bien le contexte général du marché du travail, lié au dynamisme de la demande de travail au niveau des zones d'emploi, qui explique l'existence d'ensembles uniformément favorables ou défavorables au retour à l'emploi.

### références

**Cerc**, 2005, *Aider au retour à l'emploi*, La documentation Française.

**Duguet E., Goujard E, L'Horty Y.**, 2005, « Géographie du retour à l'emploi », Rapport de recherche de l'Université d'Évry-EPEE pour le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (Cerc), *Miméo*, septembre, 77 p., à paraître dans la collection des *Rapports de recherche du CEE*.

**Exertier A., Gramain A.**, 2006, « Décentralisation et accompagnement des chômeurs », *Connaissance de l'emploi*, CEE, n° 29, avril.

**Gobillon L., Selod H.**, 2003, « Les déterminants spatiaux du chômage en Île-de-France », *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, Rapport au CAE, pp. 171-187.

**Goujard A.**, 2004, « Inégalités spatiales et retour à l'emploi : le cas du RMI », *Miméo*, Université de Paris I.

**Kain J-F.**, 1992, « The Spatial Mismatch Hypothesis: Three Decades Later », *Housing Policy Debate*, n°3(2), pp. 371-460.

**Lorgnet J-P., Mahieu R., Nicolas M., Thibault F.**, 2004, « RMI : ancienneté dans le dispositif et cumul avec une activité rémunérée », *l'e-ssentiel*, Cnaf, n° 21, janvier, 4 p.

**Mazel O., Vernaudeau D.**, 1997, « Typologie des zones d'emploi sensibles aux risques du chômage », *Les dossiers de la Dares*, Dares, n° 3-4, octobre, 161 p.

**Tiebout C.M.**, 1956, « A Pure Theory of Local Public Expenditures », *Journal of Political Economy*, vol. 64, pp. 416-424.

**Les actualités du Centre d'études de l'emploi sont en ligne sur le site [www.cee-recherche.fr](http://www.cee-recherche.fr)**

La lettre électronique [flash.cee](mailto:flash.cee) vous informe régulièrement des principales activités du Centre d'études de l'emploi et vous signale ses dernières publications

Pour la recevoir par courriel vous pouvez vous inscrire sur la page d'accueil du site

## Solstice : une ressource mobilisable

Le modèle Solstice permet, par une succession d'exploitations économétriques de sources administratives exhaustives, d'ordonner l'ensemble des communes de France sur la base d'indicateurs du retour à l'emploi. Une extension naturelle de cette recherche serait d'effectuer une enquête postale légère auprès de la tête et de la queue de distribution, afin de recenser les pratiques et les politiques effectuées dans les localités extrêmes du point de vue des performances en matière de retour à l'emploi, toutes choses égales par ailleurs. Une autre extension serait d'utiliser nos résultats pour appuyer des enquêtes de terrain, par nature plus qualitatives, afin d'identifier localement les relations entre les pratiques ou les politiques et l'intensité du retour à l'emploi et de la réinsertion (cf. Exertier, Gramain, 2006). Des exploitations localisées sur des régions, des départements, des communautés d'agglomérations sont également envisageables dans le but de croiser des sources statistiques locales avec les résultats de nos simulations.

Il est exceptionnel qu'une nouvelle ressource pour la recherche en sciences sociales permette d'organiser plusieurs modalités de collaboration entre des investigations économétriques, statistiques et qualitatives, en mêlant enquêtes de terrain et exploitations fines de fichiers administratifs. Une telle complémentarité des approches ouvre de nouvelles perspectives pour l'analyse locale des questions d'emploi et d'insertion ●

### CENTRE D'ETUDES DE L'EMPLOI

29, promenade Michel Simon  
93166 Noisy-le-Grand Cedex  
Téléphone : 01 45 92 68 00  
Télécopie : 01 49 31 02 44  
Mél : [cee@mail.enpc.fr](mailto:cee@mail.enpc.fr)  
<http://www.cee-recherche.fr>

Directeur de publication : Pierre Ralle  
Rédactrice en chef : Marie-Madeleine Vennat  
Maquettiste : Marie ferré  
Abonnements, diffusion : Jean-Claude Peiretti  
Contact presse : Anne Evans

Imprimerie : Louis-Jean  
C.P.A.P. : 3070 ADEP  
Dépôt légal : 421 - juin 2006  
ISSN : 1776-2715